



MR. VITAL BAMBANZE

(Burundi)

Désigné par les gouvernements

Il est un ancien sénateur (2010-2015) du Burundi et représentant des peuples autochtones Batwa au Sénat du Burundi. Il est actuellement directeur d'Unite for the Promotion of Batwa (UNIPROBA), une organisation créée par les Batwa pour les Batwa.



**MS. TOVE SØVND AHL
GANT**

(Danemark)

Désignée par les gouvernements

Elle est née et a grandi à Qaqortoq, dans le sud du Groenland. En tant que fonctionnaire du gouvernement du Groenland, elle suit depuis près de trente ans les principaux processus des Nations unies relatifs aux droits des peuples autochtones et au développement durable.



MR. ALI HAJILARI

(République islamique d'Iran)

Désigné par les gouvernements

Il est diplômé en relations internationales et travaille au ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran depuis 1999. Il a été membre de délégations iraniennes dans de nombreux forums multilatéraux, y compris l'Assemblée générale des Nations unies.



MR. KEITH M. HARPER

(États-Unis)

Désigné par les gouvernements

Ambassadeur à la retraite et citoyen de la nation Cherokee, il est associé chez Jenner & Block. De 2014 à 2017, il a été ambassadeur des États-Unis et représentant permanent auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, en Suisse.



MS. LI NAN

(Chine)

Désignée par les gouvernements

Mme Li Nan est actuellement conseillère au département des organisations et conférences internationales du ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Elle est chargée de diverses questions multilatérales telles que les droits de l'homme, la lutte contre le terrorisme et la coopération régionale.



**MR. SULEIMAN
MAMUTOV**

(Ukraine)

Désigné par les gouvernements

Il est titulaire d'une maîtrise en droit international et possède une grande expérience en matière de droit et de politique publique. Engagé dans des ONG, il a dirigé de nombreuses initiatives ayant un impact sur la paix, les droits de la personne et la protection des droits des peuples autochtones.

Membres de l'Instance
permanente sur les
questions autochtones

2023-2025

Il y a seize experts indépendants, huit des membres sont nommés par les gouvernements et les huit autres le sont par les organisations autochtones de leurs régions.



**MR. BORNFACE
MUSEKE MATE**

(Namibie)

Désigné par les gouvernements

Il est diplômé en droit de l'Université de Namibie. Il est actuellement planificateur du développement pour le soutien à l'éducation au sein du bureau du vice-président en Namibie. Il est responsable de l'intégration et de la protection des droits des communautés San, Ovatjimba et Ovatue.



**MR. RODRIGO EDUARDO
PAILALEF MONNARD**

(Chili)

Désigné par les gouvernements

Il est avocat et membre du peuple Mapuche. Il est conseiller principal sur les questions autochtones au Centre Vincular, à l'Université catholique de Valparaiso, au Chili. À Genève, il a été représentant du Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes.



**MS. HINDOU OUMAROU
IBRAHIM**

(Tchad)

Désignée par les organisations
autochtones

Elle est une femme autochtone Mbororo du Tchad.

Spécialiste des connaissances écologiques traditionnelles des peuples autochtones, elle a été coprésidente du Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique lors des COP20, COP21, COP22 et COP23.



MS. ALUKI KOTIERK

(Canada)

Désignée par les organisations
autochtones

Originaire d'Igloolik et résidant aujourd'hui à Iqaluit, elle est présidente de Nunavut Tunngavik. Aluki est coprésidente du groupe de travail mondial pour la Décennie internationale des langues autochtones 2022-2032. Elle a obtenu une maîtrise en études autochtones et canadiennes à Trent University.



**MR. DARÍO JOSÉ MEJÍA
MONTALVO**

(Colombie)

Désigné par les organisations
autochtones

Il appartient au peuple autochtone Zenú de San Andres Sotavento. Il est diplômé en sciences politique de l'Université nationale de Colombie et titulaire d'une maîtrise en gestion du développement. Il est le dirigeant de l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC).



MS. NAW EI EI MIN

(Myanmar)

Désignée par les organisations
autochtones

Elle est membre du Conseil exécutif de l'*Asia Indigenous Peoples Pact* (AIPP), basé en Thaïlande.

Depuis la COP20, elle défend les droits des peuples autochtones dans les négociations sur le changement climatique. Elle détient une maîtrise en développement international et un diplôme en politique environnementale.



MS. HANIEH MOGHANI

(République islamique d'Iran)

Désignée par les organisations
autochtones

Elle est chercheuse, conseillère juridique et professeure d'université en Iran. Elle est titulaire d'un doctorat en droit international sur les nouvelles technologies affectant les droits des agriculteurs. Elle a participé à plus de 20 projets nationaux et internationaux avec des éleveurs nomades autochtones et des communautés locales.



MS. HANNAH MCGLADE

(Australie)

Désignée par les organisations
autochtones

Militante Noongar pour les droits humains et la justice sociale, elle a été *Senior Indigenous Fellow* au Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Elle est conseillère auprès du *Noongar Council for Family Safety and Wellbeing* et professeure associée à l'Université Curtin.



MR. GEOFFREY ROTH

(États-Unis)

Désigné par les organisations
autochtones

Geoffrey Roth (Standing Rock Sioux) a consacré sa carrière à la défense des droits des peuples autochtones. Il conseille des organisations autochtones urbaines sur les stratégies politiques et législatives. Il a récemment cofondé *Inaji*, une entreprise technologique autochtone spécialisée dans l'amélioration des soins de santé autochtones.



**MS. VALENTINA
VYACHESLAVOVNA
SOVKINA**

(Fédération de Russie)

Désignée par les organisations
autochtones

Elle a grandi dans une famille d'éleveurs de rennes et de pêcheurs. Avec plus de 30 ans d'expérience à la défense des Samis, elle est spécialisée dans la pédagogie et la psychologie de l'enfant. Elle est membre de l'organisation internationale *Sami Women's Forum* et a été élue députée dans la commune rurale de Lovozero.

Pour plus
d'informations

social.desa.un.org/issues/indigenous-peoples/unpfii/current-unpfii-members

